DIVERSITÉS & CITOYENNETÉS



La lettre de l'IRFAM - N° 64 octobre 2026

IRFAM
Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations asbl

Sommaire

Institut de
Recherche, Formation
et Action sur les Migrations

17 Rue Agimont
B-4000 Liège
04-221 49 89
info@irfam.org
www.irfam.org

IRFAM
Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations asbl

3 **Édito : Déplacer le regard**
Des récits pour transformer les institutions

PAROLES D'AUTEUR·ES

4 **Apprentissage de la langue française en contexte d'immigration et d'intégration en Wallonie**
Vincent Mariscal — entretien avec l'auteur

6 **Racisme, genre et discriminations**
Javorka Zivanovic, Myriame Martineau, Michèle Vatz Laaroussi et Liliana Kremer (dir.)

7 **Féministes musulmanes, afroféministes, complices et alliées**
Françoise Vergès, Fabienne Brion et Malika Hamidi (coord.) — entretien avec Ouardia Derriche

9 **Justice Équité Diversité Inclusion**
Manal El Abboubi, Annie Cornet et Altay Manço (coord.)

10 **Exil et intervention sociale**
Rachid Bathoum (dir.) — entretien avec Rachid Bathoum

ANALYSES ET ÉTUDES EN LIGNE

12 **Vieillir en exil : récits de femmes maghrébines dans les quartiers populaires de Bruxelles**
Morgane Devries

14 **Les pratiques artistiques au service de la prévention du racisme et du vivre-ensemble dans les maisons de repos en Wallonie : l'expérience Hospi'Homes**
Dina Sensi

17 **La photographie des personnes exilées : entre témoignage et appropriation du récit**
Christina Cerfontaine

18 **Le nouvel esprit du capitalisme et le livreur racisé**
Zoé Manfredini

19 Événement

Déplacer le regard

Des récits pour transformer les institutions

Depuis 2005, la lettre Diversités et citoyennetés s'efforce de jeter un pont entre la recherche et l'action, entre les savoirs produits dans les universités et ceux qui naissent sur le terrain. Ce 64e numéro emprunte un chemin un peu différent de ses prédécesseurs. Plutôt que de réunir des articles autour d'une thématique unique, il donne d'abord la parole à celles et ceux qui ont publié ces derniers mois, pour la plupart dans notre collection « Compétences interculturelles » aux éditions L'Harmattan. Cinq ouvrages, trois entretiens : autant de manières d'interroger la façon dont nos sociétés produisent les inégalités, et dont elles peuvent les défaire.

Un fil rouge relie ces livres : le déplacement du regard. Avec la notion de « réceptivité sociale », Vincent Mariscal refuse de faire peser sur la seule personne migrante la responsabilité de son apprentissage du français : c'est aussi à la société de se rendre capable d'accueillir. Ce déplacement, de l'individu vers ce qui l'entoure, est précisément ce que l'approche intersectionnelle permet de penser : Javorka Zivanovic, Myriame Martineau, Michèle Vatz Laaroussi et Liliana Kremer s'en saisissent pour comprendre comment les inégalités se croisent, et en font un outil de médiation interculturelle. Mais regarder autrement suppose aussi d'écouter d'autres voix. C'est ce que rappellent les féministes musulmanes, afroféministes et alliées réunies par Françoise Vergès, Fabienne Brion et Malika Hamidi, lorsqu'elles contestent un féminisme qui prétendait parler au nom de toutes.

Reste à savoir ce que ce regard change dans les lieux où l'on travaille et où l'on accompagne. Manal El Abboubi, Annie Cornet et Altay Manço posent la question aux organisations, à travers des recherches sur la justice, l'équité, la diversité et l'inclusion. Rachid Bathoum et ses co-auteur·es la posent à l'intervention sociale elle-même : face aux personnes exilées, elle n'est jamais neutre et peut trier autant qu'émanciper.

C'est de ce dernier livre que part la seconde partie du numéro. Dans « Vieillir en exil », Morgane Devries prolonge sa contribution à l'ouvrage en donnant la parole à des femmes maghrébines âgées de Bruxelles, que les politiques du vieillissement n'avaient pas prévues. Les autres analyses et études portent la même attention sur d'autres terrains. Dans des maisons de repos wallonnes, des ateliers artistiques desserrent les tensions raciales entre résident·es et soignant·es. La photographie des personnes exilées oblige à se demander qui a le droit de raconter et de montrer. À Liège, l'autonomie promise aux livreurs de plateformes masque une précarité qui pèse d'abord sur les travailleurs racisés.

Aucun de ces textes ne propose de solution miracle. Tous conduisent pourtant à la même conclusion : l'inclusion ne peut reposer sur la seule bonne volonté individuelle. Elle demande de transformer les règles, les institutions et les récits qui organisent notre vie commune. C'est le sens de l'éducation permanente : donner à chacun·e des outils pour comprendre, nommer et agir collectivement.

Bonne lecture !

Pour vous inscrire gratuitement à notre newsletter ou consulter l'ensemble de nos numéros : **www.irfam.org/newsletter**

Vos contributions, commentaires et suggestions sont les bienvenus : **amanco@irfam.org**

L'équipe de l'IRFAM

PARUTION



Apprentissage de la langue française en contexte d'immigration et d'intégration en Wallonie

Analyse des dispositifs et de leurs publics

Vincent Mariscal

Préface de Jean-Marie Klinkenberg

L'Harmattan, collection Compétences interculturelles, 2026, 190 p.

Fruit de près de trois ans de recherche financée par le plan de relance de la Wallonie, cet ouvrage dresse un état des lieux des dispositifs d'apprentissage du français destinés aux personnes migrantes, un paysage formatif particulièrement complexe, et des publics qui les fréquentent. Il met en évidence les obstacles rencontrés tant par les opérateurs de formation que par les apprenant·es.

Au-delà des chiffres, l'auteur interroge de manière critique des notions courantes dans le secteur de l'intégration, comme « l'adéquation offre-demande » ou le « besoin ». Il propose la notion de « réceptivité sociale » et plaide pour que la perspective humaine l'emporte sur une logique strictement économique. L'ouvrage se clôt sur des propositions pour réorienter les politiques d'intégration.

Vincent Mariscal travaille à l'Observatoire wallon de l'Intégration (ex-DisCRI).

ENTRETIEN avec

Vincent Mariscal

à propos de « Apprentissage de la langue française en contexte d'immigration et d'intégration en Wallonie »



Vincent Mariscal

Observatoire wallon de l'Intégration (ex-DisCRI)

Pouvez-vous nous présenter brièvement votre ouvrage ?

« Apprentissage de la langue française en contexte d'immigration et d'intégration en Wallonie : analyse des dispositifs et de leurs publics » est le résultat d'une recherche qui a duré trois ans, financée par le plan de relance de la Wallonie. Cet ouvrage étudie les dispositifs d'apprentissage de la langue française destinés, en particulier, aux personnes migrantes. L'objectif était de faire un état des lieux objectif de ce paysage formatif et de ses publics. Cependant, cet ouvrage ne se contente pas de présenter des chiffres et de les analyser. En effet, il interroge, de manière critique, un certain nombre de notions théoriques couramment utilisées dans le secteur de l'intégration, comme celle « d'adéquation offre - demande » ou de « besoin ». Le but était de proposer un cadre théorique adapté au terrain et aux spécificités des publics étudiés. À la fin de l'ouvrage, un certain nombre de propositions politiques ont été formulées, telles des propositions pour réorienter les politiques d'intégration en sortant d'un certain nombre d'écueils fréquents, comme le paternalisme, pour ne citer que cet exemple.

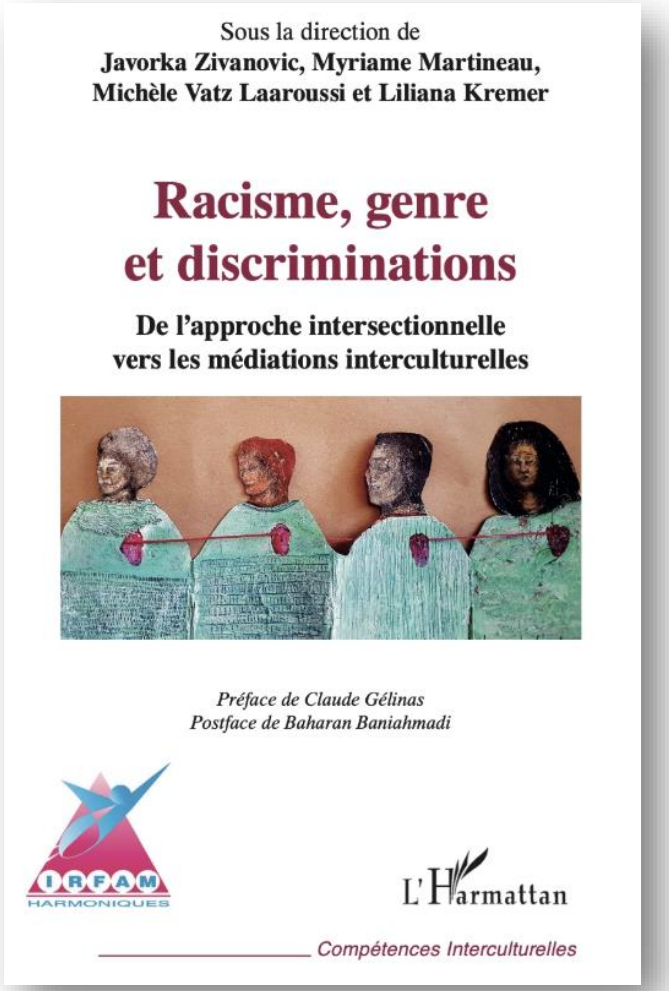
Pourquoi avez-vous choisi de collaborer avec l'IRFAM pour sa publication ? Qu'est-ce qui a motivé la parution de votre travail au sein de la collection « Compétences interculturelles » ?

J'ai choisi de collaborer avec l'IRFAM parce que cet institut est un partenaire de longue date des Centres régionaux d'intégration, qui sont de proches collaborateurs de l'Observatoire wallon de l'Intégration (ex-DisCRI) pour lequel je travaille. Par ailleurs, l'IRFAM, comme l'Observatoire wallon de l'Intégration, a à cœur de soutenir et d'outiller le secteur par ses travaux scientifiques. Enfin, connaissant bien les publications de la collection « Compétences interculturelles », il m'a semblé que le propos de mon livre s'y inscrivait particulièrement bien. En effet, un certain nombre d'ouvrages publiés dans cette collection synthétisent et évaluent des dispositifs dédiés à la formation des personnes migrantes en Wallonie comme dans d'autres pays francophones.

Comment évaluez-vous l'apport potentiel de votre ouvrage en matière d'éducation permanente, d'éducation aux diversités et à l'inclusion ?

La ligne de force de cet ouvrage est la notion de « réceptivité sociale », qui peut se résumer de la manière suivante : quels sont les facteurs sociaux, culturels, économiques et psychiques qui permettent à l'individu d'apprendre une langue étrangère dans les meilleures conditions ? Autrement dit, de quelles manières favoriser la réceptivité de la personne aux apprentissages et comment son milieu d'apprentissage, tout comme son milieu de vie, peuvent favoriser cette réceptivité sociale ? Ainsi, cette notion permet d'interroger la capacité de notre société à favoriser les apprentissages, notamment en améliorant l'intégration socioéconomique des personnes. Cela a donc un lien avec la manière dont les dispositifs d'apprentissage et la société sont capables d'intégrer les spécificités et les difficultés des personnes, mais aussi avec la manière dont les politiques publiques en général et les politiques d'intégration en particulier devraient être mises en œuvre pour favoriser ces apprentissages.

PARUTION



Racisme, genre et discriminations

De l'approche intersectionnelle vers les médiations interculturelles

Sous la direction de Javorka Zivanovic, Myriame Martineau, Michèle Vatz Laaroussi et Liliana Kremer

Préface de Claude Gélinas – Postface de Baharan Baniahmadi

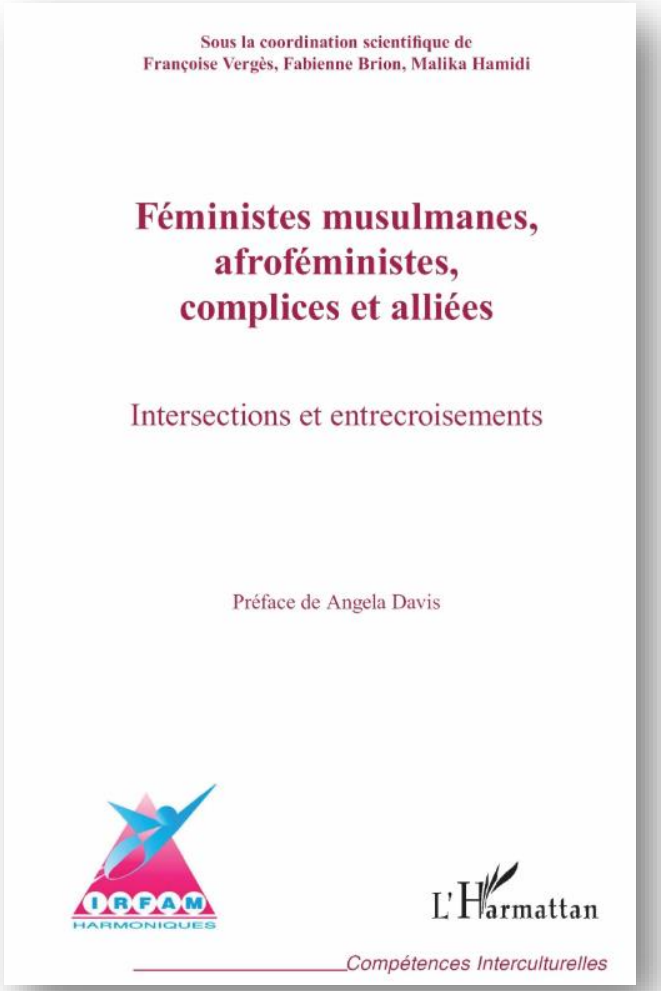
L'Harmattan, collection Compétences interculturelles, 2025, 309 p.

Chercheuses, enseignantes, artistes et praticiennes, les co-coordonnatrices de cet ouvrage sont engagées depuis plusieurs années dans une démarche interculturelle critique et intersectionnelle, féministe et antiraciste, transnationale et interdisciplinaire. Le livre rend compte des dernières réflexions et avancées menées dans cette perspective.

Mettant en dialogue approches théoriques et univers conceptuels, il ouvre plusieurs portes d'entrée sur les questions d'interculturalité liées au genre, au racisme, aux violences et aux discriminations. Des recherches en sciences humaines et sociales y côtoient les témoignages d'actrices et d'acteurs sociaux, ainsi que des pratiques engagées qui concrétisent les approches intersectionnelles et antiracistes dans le champ des médiations interculturelles. L'ouvrage s'organise en deux parties : « Intersectionnalité et néoracisme » et « Médiations interculturelles intersectionnelles en action ».

Contributeur·ices : Claude Gélinas, Javorka Zivanovic, Myriame Martineau, Michèle Vatz Laaroussi, Liliana Kremer, Fabio Perocco, Elisabeth H. Malena Chacón, Ximena Ayelén Vilcay, Miriam Vilcay, Lilyane Rachédi, Nawel Dupré Rachédi, Alexia Delestre-Ducharme, Alexandra Stankovich, Raphaël Mathieu Legault-Laberge, Jean Launy Avril, Paola Puccini, Roxana Cledon, Céline Archambault Duval, Sophie Foisy, Julieta Nunez-Cledon, Michèle Laliberté, Catherine Montgomery, Marion Obonsawin-Simond, Emilie Tremblay, Caroline Keisha Foray, Khadija Faid, Rezkia Rebai, Abir Youssef, Abhijit Karkun, Baharan Baniahmadi.

PARUTION



Féministes musulmanes, afroféministes, complices et alliées

Intersections et entrecroisements

Sous la coordination scientifique de Françoise Vergès, Fabienne Brion et Malika Hamidi

Préface d'Angela Davis

L'Harmattan, collection Compétences interculturelles, 2026, 238 p.

Le féminisme a longtemps été porté par une voix dominante, blanche et occidentale, qui prétendait parler au nom de toutes les femmes. Issu d'un colloque international tenu à Bruxelles en 2018, cet ouvrage réunit des féministes musulmanes, des afroféministes et des féministes blanches alliées, chercheuses reconnues comme militantes de terrain.

Il poursuit trois objectifs : donner la parole à celles qui se sont approprié des espaces de contestation au sein des mouvements féministes, dresser un état des lieux des réflexions actuelles et analyser les enjeux conceptuels que posent ces féminismes. Son fil conducteur, l'intersectionnalité, permet de penser l'entrecroisement des systèmes d'oppression et de construire des solidarités qui n'effacent pas les différences.

Contributeur·ices : Angela Davis, Fabienne Brion, Malika Hamidi, Eva Maria Jimenez Lamas, le collectif féministe Kahina, Lallab, Rebecca Duqueh, Ihsane Haouach, Sakina M. Ghani, Rokhaya Diallo, Ndella Paye, Mireille-Tsheusi Robert, Emilia Roig, Sarah Demart, Ouardia Derriche, Irène Kaufer, Nadine Plateau, Françoise Vergès.

ENTRETIEN avec Ouardia Derriche

à propos de « Féministes musulmanes, afroféministes, complices et alliées »



Ouardia Derriche

Intellectuelle féministe établie à Bruxelles, contributrice de l'ouvrage.

Pouvez-vous présenter brièvement votre ouvrage ?

Le féminisme a été trop longtemps accaparé par des femmes bourgeoises occidentales, comme une brillante acquisition sui generis, qui devait s'imposer telle quelle à toutes les autres femmes de la planète, sous le label irrécusable de l'universalisme. Notre ouvrage s'inscrit résolument en faux contre cette prétention. Il réunit des femmes issues de plusieurs horizons : des féministes musulmanes, des afroféministes et des féministes blanches non hégémoniques. Il donne la parole à des chercheuses reconnues dans plusieurs disciplines et à des militantes de terrain. Toutes ces féministes développent des réflexions et des points de vue qui rassemblent des expériences et des visions féministes plurielles et profondément décoloniales.

Pourquoi avoir choisi l'IRFAM et la collection « Compétences interculturelles » ?

Le choix de l'IRFAM s'imposait parce qu'à travers son approche multidisciplinaire, c'est un organisme d'éducation permanente qui construit des liens entre la recherche et les interventions sur le terrain dans le domaine de l'intégration et du développement et qu'il valorise les diversités.

Sa collection « Compétences interculturelles », pensée pour servir les professionnels de l'action sociale, de l'éducation, du développement culturel et économique, répondait parfaitement au souci qui est le nôtre de voir diffusé largement notre travail pionnier et que le faisceau d'outils qu'il constitue puisse être mobilisé utilement par ces agents dans leur travail quotidien de réflexion et d'action.

Comment évaluez-vous l'apport potentiel de votre ouvrage en matière d'éducation permanente, d'éducation aux diversités et à l'inclusion ?

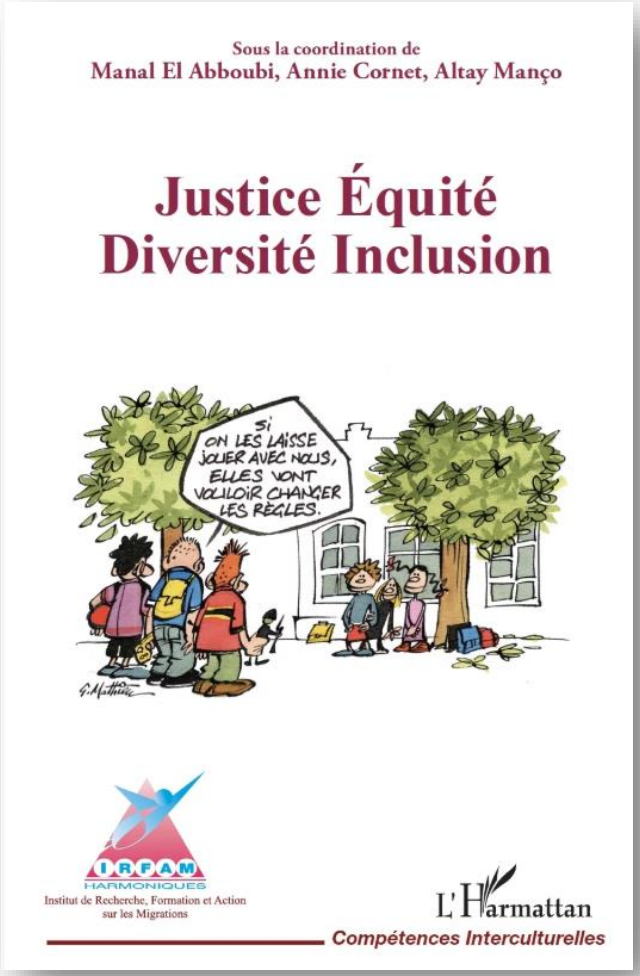
Notre ouvrage est un ouvrage pionnier à plus d'un titre.

Le fait qu'il rassemble des contributrices extrêmement diverses, en termes d'origine nationale et ethnique, de terrain scientifique et/ou militant, offre en miroir un modèle d'intégration fructueuse des diversités qui ne peut qu'être source d'encouragement et de motivation pour des lecteurs et des lectrices confronté·es à la discrimination.

Toutes ces contributrices, par le projet collectif qu'elles sont parvenues à réaliser et le travail concret qu'elles sont parvenues à mettre en commun, ont fait la démonstration qu'il était possible de travailler, dans un cadre qui ne s'y prête guère, à la promotion d'une véritable convergence dans la lutte pour l'inclusion de groupes de femmes féministes jusque-là marginalisées par le système dominant.

Enfin, notre ouvrage pose un regard neuf sur une série de concepts jusque-là colonisés par le féminisme mainstream et en propose une redéfinition propre à susciter la combativité sur le plan intellectuel et, au quotidien, sur le terrain de la pratique d'intervention professionnelle.

PARUTION



Justice Équité Diversité Inclusion

Sous la coordination de Manal El Abboubi, Annie Cornet et Altay Manço

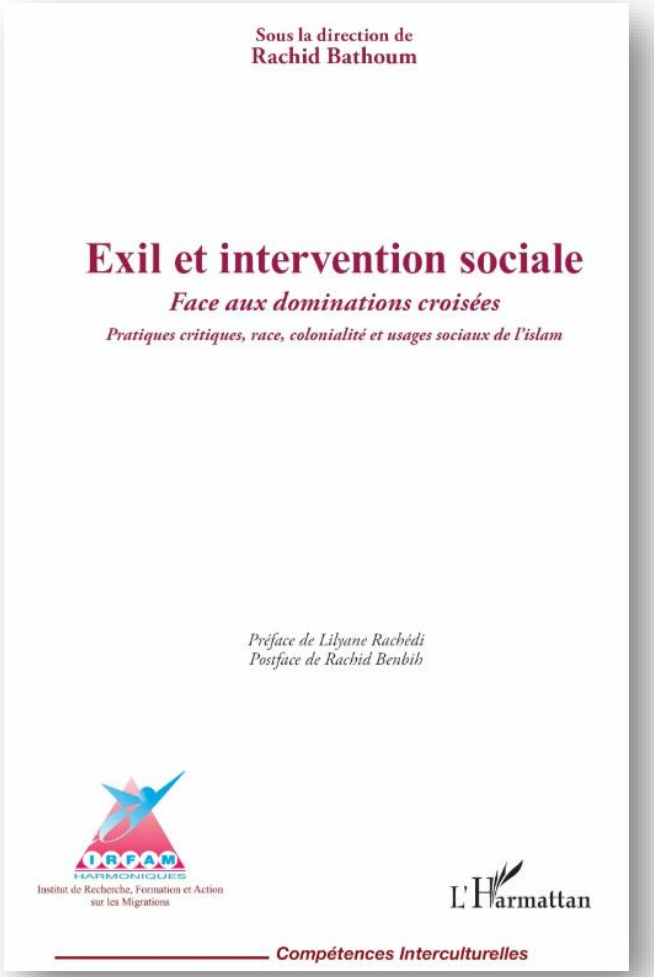
L'Harmattan, collection Compétences interculturelles, 2025, 228 p.

Cet ouvrage rassemble quatorze contributions issues des 19es Rencontres internationales de la diversité, organisées les 12 et 13 décembre 2024 par le centre EGiD de HEC Liège — Université de Liège autour du thème « tolérance, vivre-ensemble et résistances communes ». Il aborde l'équité, la diversité et l'inclusion comme des piliers de la justice sociale dans les contextes professionnels.

Dans une approche intersectionnelle, les auteur·es examinent les exclusions liées au genre, à l'origine, à la langue, à l'âge, au statut social ou aux convictions : diversité linguistique dans les organisations suisses, violences de genre dans les écoles d'ingénieur·es, employabilité des seniors, insertion des personnes migrantes à l'hôpital, carrières de femmes diplômées au Congo ou dirigeantes sportives au Maroc, gouvernance multilingue de la santé au Québec… Autant d'études qui soulignent la nécessité d'une action coordonnée en faveur de la justice sociale au sein des organisations.

Contributeur·ices : Soueda Abidi, Marie-Noëlle Albert, Yasmina Bennis Bennani, Rachid Bouchama, Isabelle Bragard, Mathieu Bulundwe Pengemali, Bérangère Condomines, Annie Cornet, Richard Delaye, Marie Dumont, Manal El Abboubi, Jihane Elharizi, Isabelle Feillou, Manon Goosse, Bérangère Gosse, Patrick Govers, Hamza Guelzim, Émilie Hennequin, Sylvie Jarnias, Yowali Kabamba, Sara Kitenge Maningo, Nadia Lazzari Dodeler, Chaymaa Lotfy, Altay Manço, Cossi Noudofinin, Youssef Ouazzouz, Catherine Papillon, Sonia Paquet-Martel, Clémence Pillot, Charlotte Poisson, Michel Racine, Yvette Ramos, Diane-Gabrielle Tremblay.

PARUTION



Exil et intervention sociale

Face aux dominations croisées

Pratiques critiques, race, colonialité et usages sociaux de l'islam

Sous la direction de Rachid Bathoum

Préface de Lilyane Rachédi — Postface de Rachid Benbih

L'Harmattan, collection Compétences interculturelles, 2026, 210 p.

« L'intervention sociale n'est pas neutre. » Elle se déploie dans des sociétés traversées par des héritages coloniaux, des hiérarchies raciales, des inégalités économiques croissantes et des politiques migratoires de plus en plus restrictives. Orienter, accompagner, protéger : ces gestes professionnels sont des actes situés, pris dans des rapports de pouvoir.

À partir de terrains menés en Belgique, en France, au Maroc et au Québec, l'ouvrage analyse les pratiques professionnelles confrontées aux dominations croisées. Il met au jour les effets de tri, de contrôle et de normalisation des dispositifs sociaux, mais aussi les résistances qui s'y inventent. Le travail social y apparaît pris dans une contradiction entre son idéal d'émancipation et son rôle de gestion des populations.

L'exil y est pensé comme un révélateur des contradictions de l'État social : lieu de rupture et de souffrance, il est aussi un espace de dignité, de subjectivation politique et de luttes. Organisé en trois parties (« Intervenir sans dominer », « Exil, citoyenneté entravée et violences symboliques », « Croyances, spiritualité et résistances identitaires »), le livre s'adresse aux intervenant·es, chercheur·es, étudiant·es et acteurs associatifs qui refusent la neutralité professionnelle.

Rachid Bathoum est chercheur associé à l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM). Il travaille sur les discriminations ethnoraciales, notamment en matière de santé.

Contributeur·ices : Rachid Bathoum, Rachid Benbih, Lilyane Rachédi, Ali Belaidi, Morgane Devries, Ibrahima Diallo, Hakima Mounir, Ousama Sabri, Bouchaib Majdoul, Mohamed Massoudi, Leila Patricia Riad.

ENTRETIEN avec Rachid Bathoum

à propos de « Exil et intervention sociale »



Rachid Bathoum

Chercheur associé à l'IRFAM, directeur de l'ouvrage.

Pouvez-vous faire une brève présentation de votre ouvrage ?

Exil et intervention sociale/Face aux dominations croisées/Pratiques critiques, race, colonialité et usages sociaux de l'islam (L'Harmattan, 2026) est un ouvrage collectif qui explore les mécanismes institutionnels et structurels à l'origine des inégalités raciales. Il part d'une question : comment penser le racisme au-delà des approches centrées sur les interactions individuelles ? Il propose donc de déplacer l'analyse vers les pratiques institutionnelles et les mécanismes structurels qui les sous-tendent.

En examinant les institutions qui interviennent auprès des publics issus des diversités, et qui se présentent souvent comme impartiales, cet ouvrage montre que les discriminations ethnoraciales ne sont ni des écarts accidentels ni des biais individuels. Ce sont des pratiques profondément enracinées dans les institutions. L'ouvrage se distingue par un cadre conceptuel appuyé sur des témoignages de personnes racisées. Ces récits révèlent la transmission des traumatismes des parents migrants à leurs enfants. Ils montrent aussi les stratégies adoptées face aux humiliations et au rejet, qui vont de la résilience à la résistance ou à l'autodestruction. Des situations comme le port du voile ou les contrôles dans l'espace public illustrent comment des normes en apparence neutres participent à la marginalisation et à la stigmatisation.

Pourquoi avez-vous choisi de collaborer avec l'IRFAM ? Qu'est-ce qui a motivé la parution dans la collection « Compétences interculturelles » ?

La collaboration avec l'IRFAM et L'Harmattan s'est imposée naturellement. J'y mène mes recherches, et plusieurs de mes travaux sur les discriminations ethnoraciales y ont déjà été publiés : sur l'emploi des immigrés et de leurs descendants en 2018, et sur la construction des descendants de l'immigration maghrébine comme « ennemis intérieurs » en 2019. Mon précédent ouvrage, Racisme institutionnel : école, police, entreprise y est paru également. Ce livre s'inscrit donc dans un parcours de recherche partagé avec l'institut. L'interculturel est souvent pensé comme une question de relations entre individus, de préjugés à dépasser ou de codes culturels à comprendre. Or l'ouvrage montre que les discriminations ne sont seulement des biais individuels ou des écarts accidentels. Ce sont des pratiques enracinées dans les institutions. Un enseignant, un formateur ou un travailleur social peut agir de bonne foi et participer malgré tout à la reproduction d'inégalités, parce que les règles et les normes de son institution, en apparence neutres, voire bénéfiques aux minorités produisent des effets différenciés selon les groupes.

Notre contribution à cette collection est donc de proposer une compétence interculturelle élargie, qui ne se limite pas à la connaissance de l'Autre. Elle suppose aussi une capacité à analyser les institutions dans lesquelles on travaille. Les terrains travaillés permettent en outre un décentrement : ils donnent accès à l'expérience des personnes racisées, à la transmission des traumatismes entre générations et aux stratégies qu'elles développent face au rejet. Cette écoute des vécus est une dimension centrale de toute compétence interculturelle.

Comment évaluez-vous l'apport potentiel de votre ouvrage en matière d'éducation permanente, d'éducation aux diversités et à l'inclusion ?

En plaçant les situations des personnes racisées au cœur de l'analyse, il fait de leur expérience une source de savoir légitime. C'est un principe fondamental de l'éducation permanente, qui valorise les savoirs issus du vécu des publics et en particulier des groupes dominés. Il s'inscrit par ailleurs dans une perspective d'émancipation et de dignité. En rendant visibles les mécanismes de domination, l'ouvrage aide à nommer des injustices souvent vécues de manière isolée. Il met aussi en lumière les stratégies de résilience et de résistance. Comprendre que ce que l'on subit relève d'un système, et non d'un échec personnel, constitue un premier pas vers une action collective.

Enfin, l'ouvrage appelle à la réflexion collective. Sa conclusion le présente comme une ouverture vers un travail commun susceptible de renouveler la compréhension des inégalités raciales. Il peut servir de support à des animations, à des formations de professionnels (enseignants, travailleurs sociaux, acteurs de l'emploi, forces de l'ordre) ou à des groupes de citoyens qui souhaitent interroger les pratiques institutionnelles. En matière d'éducation aux diversités et à l'inclusion, l'apport principal est de rappeler que l'inclusion ne peut se limiter à l'ouverture ou à la tolérance individuelle. Elle exige de transformer les pratiques institutionnelles qui produisent la relégation, le non-accès aux droits et la stigmatisation.

Une sélection de publications récentes de l'IRFAM, résumées sous l'angle des pistes d'action qu'elles proposent. Textes complets sur www.irfam.org.

ANALYSE IRFAM, SEPTEMBRE 2026

Vieillir en exil : récits de femmes maghrébines dans les quartiers populaires de Bruxelles

Morgane Devries

Cette analyse prolonge la contribution de Morgane Devries à l'ouvrage « Exil et intervention sociale. Face aux dominations croisées », dirigé par Rachid Bathoum et présenté dans les pages précédentes. Là où le livre interroge la manière dont l'intervention sociale peut trier ou émanciper, ce texte donne la parole à celles que les politiques publiques du vieillissement oublient le plus souvent.



Illustration de l'analyse (photo : Pinterest)

Le constat

Les femmes âgées d'origine maghrébine restent largement absentes des politiques du vieillissement, de la recherche et des débats publics. Les travaux sur le vieillissement des immigré·es en Belgique se sont longtemps concentrés sur les hommes, tandis que les femmes arrivées par regroupement familial demeuraient doublement ignorées. Leur présence durable n'avait tout simplement pas été anticipée par les institutions.

Morgane Devries s'appuie sur une enquête ethnographique menée pendant plusieurs années dans des associations de cohésion sociale des quartiers populaires du centre de Bruxelles. Elle a recueilli, souvent à domicile, les récits de vie de seize femmes d'origine marocaine, algérienne ou tunisienne, arrivées en Belgique entre les années 1960 et 2000 et âgées de 61 à 80 ans. Leurs filles y interviennent parfois, non comme de simples interprètes, mais comme médiatrices.

Des vies traversées par les dominations… et par les résistances

Le genre, l'âge et la migration ne s'additionnent pas simplement dans ces parcours : ils « s'imbriquent et se renforcent pour produire des expériences spécifiques d'inégalité ». Les trajectoires commencent souvent par une place assignée. Bouchra, 74 ans, se souvient du moment où on l'a retirée de l'école :

> « Tu vas te marier, tu dois apprendre à faire la cuisine, le ménage… »

Fadila, 80 ans, a attendu plus de vingt ans avant de rejoindre son mari en Belgique, portant seule la charge de la famille. Sa fille Assia raconte : « C'était difficile quand il n'était pas là. Comme elle était gentille, elle prenait beaucoup sur elle… C'était un peu le bouc émissaire. » Ces récits ne se réduisent pourtant pas à la contrainte. Bouchra, elle, montait sur le toit de la maison et prévenait :

« J'ai fait ma part, maintenant c'est mon repos. Laissez-moi me reposer. »

À Bruxelles, le logement est la première épreuve. Lors des visites, le mari de Bouchra lui conseille de rester à l'écart :

« Il ne faut pas te montrer, les gens ont peur de l'étranger. »

Faute de mieux, la famille s'installe dans un logement insalubre :

« On venait chaque week-end aux bains publics. Il y avait de l'humidité, des rats, mais on ne pouvait pas faire autrement. »

Le racisme ordinaire s'invite aussi dans le voisinage. À une voisine qui lance « Il y en a marre de ces gens, avec leurs foulards », Bouchra répond :

« Madame, faut pas être comme ça. Il faut connaître les gens avant de les juger. »

Là où les institutions font défaut, les familles s'organisent. Pour accéder à la propriété, raconte Assia, « ils arrivaient à se prêter l'un à l'autre, et après c'était à tour de rôle ».

Avec l'âge, le quartier et ses réseaux de proximité deviennent le principal point d'appui. L'autrice mobilise ici la notion de déprise, empruntée au sociologue Vincent Caradec : non pas « un simple retrait passif », mais « une reconfiguration active du rapport à soi et au monde ». Après le décès de son mari, Fadila gagne en autonomie. Bouchra, qui a cessé de travailler en 2002, s'est tournée vers la vie associative :

« Je vais dans les associations, je rencontre d'autres personnes, j'échange. J'ai appris à des gens des choses à faire. Ils m'ont appris des choses que je ne connaissais pas aussi. J'ai rencontré de belles personnes. »

Cet équilibre reste fragile : la gentrification, avec la hausse des loyers et la disparition des commerces de proximité, défait peu à peu les réseaux dont dépend cette autonomie.

Pistes et solutions

- **Aller vers plutôt qu'attendre :** organiser des permanences de proximité dans les associations de quartier, en lien avec les femmes déjà actives localement, plutôt que compter sur leur venue dans les services.
- **Rendre les formations accessibles :** proposer des cours de français langue étrangère avec une indemnité, sur le modèle des formations professionnelles, et une prise en charge du transport et de la garde des enfants.
- **Former les professionnel·les :** sensibiliser les services sociaux à l'intersectionnalité et aux effets du racisme sur la santé et l'accès aux droits.
- **Soutenir les initiatives des femmes elles-mêmes :** alphabétisation, cuisines collectives, entraide religieuse, solidarités du ramadan dont il s'agit de reconnaître et de financer leur expertise du lien social.
- **Co-construire les politiques :** associer ces femmes à la conception des dispositifs qui les concernent, et intégrer les effets de la gentrification dans les stratégies de vieillissement.

Débouchés

L'analyse invite à un déplacement du regard : considérer ces femmes non comme un « public cible » passif, mais comme les détentrices d'un savoir situé sur la vie de quartier, les migrations et le vieillissement, capable d'enrichir les pratiques professionnelles. Un écho direct à l'appel de l'ouvrage « Exil et intervention sociale » à rompre avec la neutralité et les logiques gestionnaires de l'intervention.

Cliquez pour lire l'analyse complète.

ÉTUDE IRFAM, MAI 2026

Les pratiques artistiques au service de la prévention du racisme et du vivre-ensemble dans les maisons de repos en Wallonie : l'expérience Hospi'Homes

Dina Sensi

Le constat

En une trentaine d'années, le personnel des maisons de repos wallonnes a profondément changé : autrefois presque exclusivement belges, les équipes comptent aujourd'hui de nombreuses travailleuses et travailleurs originaires d'Afrique subsaharienne et du Maghreb. Cette diversification s'est faite rapidement, sans que les institutions aient les outils pour l'accompagner, et dans un secteur déjà fragilisé par la pénurie de personnel, des conditions de travail éprouvantes et la surcharge héritée de la période Covid.

C'est dans ce climat de tension que le racisme trouve à s'exprimer, et l'étude de Dina Sensi en distingue trois formes. La plus visible vient de certain·es résident·es : insultes, refus d'être soigné·es par un membre du personnel d'origine étrangère. S'y ajoutent des discriminations plus diffuses entre collègues, comme une répartition inéquitable des tâches ou une mise à l'écart par la langue. Enfin, des discriminations structurelles entretiennent les deux premières : plafond de verre, absence de formation interculturelle, plaintes peu ou mal traitées.

Le pari de l'art

Pour y répondre, le projet Hospi'Homes, porté par l'ASBL Le Monde des Possibles et l'IRFAM avec le soutien de la Région wallonne, a choisi l'art plutôt que la formation. Ce choix est d'abord pragmatique : les directions ne dégageaient pas de temps pour des séances de sensibilisation, et un exposé sur le racisme n'avait guère de sens pour des résident·es âgé·es, parfois atteint·es de troubles physiques ou cognitifs. Il repose aussi sur une conviction, qu'une ergothérapeute résume ainsi : « l'art est préférable à un discours théorique pour démontrer que la couleur de peau ne change pas la personne ». L'atelier crée en effet un espace où les hiérarchies ordinaires sont momentanément suspendues. L'étude s'appuie ici sur la théorie du contact d'Allport, selon laquelle la rencontre réduit les préjugés lorsque certaines conditions sont réunies, et sur l'approche interculturelle de Margalit Cohen-Emerique.



Atelier de peinture animé par Alexandra Briois (photo : Dina Sensi)

Concrètement, six maisons de repos ont accueilli les ateliers, avec environ 150 résident·es et plus d'une trentaine de membres du personnel. Alexandra Briois, plasticienne, y a conduit des ateliers de peinture en trois temps (mise en confiance, création, partage des ressentis), en allant des créations individuelles vers des fresques collectives. Jackson Muhindo, percussionniste, et Isabelle Vanhollebeke, musicienne, ont proposé une entrée plus directe et corporelle : frapper dans les mains, jouer du djembé, se lever, bouger. Un exercice a particulièrement marqué les participant·es, celui du « cadeau symbolique », où chacun·e transmet à son voisin ce qu'il ou elle a « dans le cœur ».



Atelier de rythmes et de percussions (photo : Dina Sensi)

Ce que les ateliers ont changé

Chez les résident·es, le premier effet est la fierté de créer. Nicole, 90 ans, s'en étonne encore :

> « La peinture, les couleurs, les dessins et le résultat m'ont surprise, je ne m'attendais pas à faire quelque chose d'aussi beau. J'étais fière de moi, c'était parfait. »

Cette confiance retrouvée ouvre un espace où des peurs anciennes peuvent se dire. Lors d'un atelier de percussions, une résidente confie à Jackson Muhindo :

> « Je suis gênée, j'ai toujours eu peur des personnes noires depuis mon enfance. »

Qu'un tel aveu soit possible, sans jugement, montre que l'atelier offre un cadre où les tensions se disent au lieu de se traduire en rejet. Au fil des séances, certains regards se déplacent. Solène, 72 ans, le formule simplement :

> « Je trouve que c'est bien qu'il y ait des personnes de toutes les origines qui travaillent ici, franchement c'est riche. »

Le personnel en retire lui aussi quelque chose. Soumis à un stress élevé, il trouve dans ces moments partagés une respiration, comme le dit une aide-soignante :

> « Je me suis sentie détendue et apaisée. Ça m'a calmé le cœur. »

Il y gagne également une autre place dans l'institution : non plus seulement celle de soignant·e, mais celle de participant·e à part entière, aux côtés des résident·es.

Pistes et solutions

De cette expérience, l'étude tire des recommandations pour celles et ceux qui voudraient s'en inspirer.

- **Pour les artistes-médiateurs :** se présenter nommément et expliquer le projet ; créer aux côtés des résident·es, dans une posture horizontale ; accueillir les résistances avec empathie ; valoriser toutes les productions sans jugement esthétique ; adapter sans infantiliser ; ne jamais mettre la différence culturelle « en scène ».
- **Pour les directions :** se positionner clairement contre les discriminations et participer aux ateliers ; adopter un protocole face aux incidents racistes, avec une intervention calme et ferme et un soutien au membre du personnel visé ; former les équipes aux enjeux interculturels et antiracistes.
- **Inscrire l'action dans la durée :** une séance isolée ne suffit pas à ébranler des représentations construites pendant des décennies. L'étude recommande un cycle de huit à dix séances sur trois mois, en variant les disciplines (musique, peinture, danse, cuisine).
- **Réunir les conditions de réussite :** un diagnostic préalable de l'établissement, des artistes expérimenté·es auprès de publics fragilisés et extérieur·es à l'institution, une inscription dans le projet d'établissement avec un budget dédié.

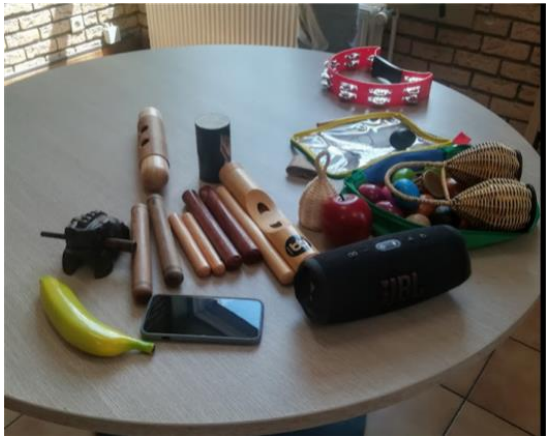
Limites et vigilances

Ces recommandations ne font pas de l'art un remède. Il crée des conditions favorables au changement sans le garantir, puisqu'il respecte la liberté de chacun·e. Il comporte surtout un risque d'essentialisation : à trop vouloir valoriser une culture, on peut glisser vers le folklore ou l'assignation identitaire. Inviter une personne noire à danser « devant tout le monde », relève l'étude, peut la renvoyer à un stéréotype plutôt que constituer une invitation sincère.

Débouchés

Pour aller plus loin, l'étude plaide pour des suivis dans la durée afin de mesurer si les changements se maintiennent, pour la formation d'artistes-médiateurs spécialisés dans le secteur du care, pour l'intégration de la formation interculturelle dans les critères d'agrément des établissements et pour la mise en réseau des acteurs engagés dans des démarches similaires. Elle rappelle enfin que l'art ne remplace ni une politique antiraciste ni un financement adéquat du secteur : il ouvre des chemins que les institutions doivent ensuite emprunter.

Lire l'étude complète.











ANALYSE IRFAM, SEPTEMBRE 2026

La photographie des personnes exilées : entre témoignage et appropriation du récit

Christina Cerfontaine



Illustration de l'analyse (photo : Pinterest)

Le constat

Depuis la photographie du petit Alan Kurdi en 2015, et plus encore au parc Maximilien à Bruxelles à partir de 2016, les personnes exilées ont été abondamment photographiées par des reporters, des artistes et des bénévoles. Même animée d'intentions humanitaires, cette photographie n'est jamais un geste neutre : elle s'inscrit dans des rapports de pouvoir.

L'analyse mobilise la notion de white gaze, ce regard du groupe dominant présenté comme neutre et universel, qui tend à enfermer les personnes photographiées dans la figure de la victime passive. Être privé·e de la possibilité de construire son propre récit relève d'une injustice épistémique, qui prolonge des hiérarchies héritées de la colonisation.

Pistes et solutions

- **La photographie participative :** faire des personnes concernées les autrices de leurs images plutôt que leurs objets, à l'exemple du festival Todos à Lisbonne, du travail d'Abdul Saboor, photographe afghan qui a documenté son propre parcours, ou du projet belge « Picture Madame Picture » mené avec des enfants migrants.
- **La réflexivité des photographes :** reconnaître sa position sociale et ses privilèges, associer les personnes dès la conception du projet, partager les bénéfices symboliques et matériels, s'interroger sur les effets des images au-delà des intentions.
- **La responsabilité des institutions :** galeries, rédactions et agences sont invitées à revoir leurs critères de sélection et à ouvrir les circuits de légitimation aux artistes issu·es des migrations.
- **Un regard critique partagé :** de l'éditeur au public des réseaux sociaux, chacun·e peut se demander qui a pris l'image, avec quel consentement, au bénéfice de qui, et ce qu'elle ne montre pas.

Débouchés

L'autrice ne propose pas de solution simple, mais trois niveaux d'action complémentaires : individuel (réflexivité), collectif (redistribution du pouvoir de sélection) et culturel (changer qui a le droit de raconter et de montrer les réalités migratoires). Une question reste ouverte pour chacun·e : « À qui laissons-nous le pouvoir de raconter le monde ? »

Lire l'analyse complète.

ANALYSE IRFAM, JANVIER 2026

Le nouvel esprit du capitalisme et le livreur racisé

Zoé Manfredini



Livreurs de plateformes (photo : CFDNow)

Le constat

À partir de 24 entretiens menés à Liège en 2023-2024 avec des livreurs, des syndicalistes et des représentants patronaux, l'analyse montre comment les plateformes de livraison valorisent l'autonomie et la flexibilité, les promesses du « nouvel esprit du capitalisme ». Derrière ce discours, le travail s'intensifie : seules les courses sont rémunérées, l'attente ne l'est pas, les accidents restent à charge, et le contrôle algorithmique (géolocalisation, suspension de comptes) masque une subordination bien réelle.

Une majorité de ces travailleurs sont issus des migrations, orientés vers ces emplois par les discriminations à l'embauche et la non-reconnaissance des diplômes. Les personnes sans titre de séjour, contraintes de louer des comptes à des tiers, subissent une double exploitation. L'individualisation des conditions de travail fragmente en outre les solidarités.

Pistes et solutions

- **Requalifier la relation de travail :** reconnaître le statut de salarié, revendiqué par la CSC et la FGTB depuis 2018, ouvrirait l'accès à la commission paritaire 140.03, au salaire minimum et à la protection sociale.
- **Reconstruire du collectif :** permanences syndicales pour rassembler des travailleurs dispersés, mobilisations coordonnées via les messageries… autant de moyens de dépasser l'isolement organisé par les plateformes.
- **Prendre en compte la racialisation :** les actions syndicales et publiques doivent intégrer explicitement la dimension ethnoraciale de cette précarité pour être efficaces.
- **Sensibiliser :** informer clients et restaurateurs des conditions de travail des livreurs pour faire émerger une conscience collective.

Débouchés

Sans intervention structurelle qui s'attaque à la racialisation du travail et restaure les liens collectifs, conclut l'autrice, la précarité se maintient et les organisations syndicales perdent leur capacité de négociation.

Lire l'analyse complète



Dîner de charité des 3 A de la Diaspora

Dans le cadre de notre projet Kadopé, nous vous invitons à participer à la première édition du dîner de charité organisé par l'ASBL Les 3 A de la Diaspora, l'une des associations partenaires du projet. Une soirée conviviale autour d'un repas, de musique et de contes, placée sous le signe du partage : « **Ensemble, partageons pour un avenir meilleur.** »

Au programme : TKZ, le conteur Boubacar Keïta et TM de la Côtière.

Quand ? S**amedi 21 novembre 2026**, à partir de 19 h

Où ? Grand-Route 396, 4400 Flémalle

Tarifs : adultes 35 € ; enfants de 10 à 17 ans 20 €

Pour réserver : 0492 50 54 17 ou 0465 89 62 88



Invitation à l'espace de réflexion « Kadopé : Migration et résilience climatique »

Les dérèglements climatiques affectent aujourd'hui de nombreux pays d'origine des personnes migrantes et pourraient être un facteur croissant de nouvelles formes de mobilité, vécues tant au Sud qu'au Nord. Or, les réflexions et les actions menées par les associations de migrants sur ces questions demeurent largement méconnues et invisibilisées.

"Kadopé : Migration et résilience climatique" est un lieu permettant aux responsables associatifs de rassembler leurs voix, de croiser leurs savoirs, expériences, initiatives et expertises locales, et de les mettre en débat.

Les experts académiques spécialistes de la question climatique y sont également invités pour nourrir les échanges.

Vous êtes responsables associatifs, migrants, étudiants, experts académiques ou une personne engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique, votre voix et expérience nous intéressent.

Quand : Du 15 octobre 2026 au 11 février 2027

Où : Asbl IRFAM , Rue Agimont 17 à 4000 Liège



Dîner de soutien au projet Mokpokpo

Dans le cadre du soutien et du financement des activités de notre projet Mokpokpo au Togo, IRFAM et le Restaurant Philema ont le plaisir de vous inviter au **dîner solidaire, le 23 novembre 2026** en faveur du projet**.**

Les fonds récoltés serviront à financer la construction d'un forage d'eau potable supplémentaire dans un des villages n'en disposant pas.

Quand : 23 novembre à 19 heures

Où : Chaussée de Waterloo 437, 1050 Ixelles

Prix : Menu 4 services à 50 €

+32 (0)479 06 73 18 (Réservations par SMS)

Crédits photo

Page de garde : Pinterest
P. 12 : *Pinterest*
P. 14, 15 : *Dina Sensi*
P. 17 : Pinterest
P. 18 : CFDNow

Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations

17 Rue Agimont
B-4000 Liège
04-221 49 89
info@irfam.org
www.irfam.org

IRFAM
Institut de Recherche, Formation e Action sur les Migrations asbl

Avec le soutien de

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

UNION EUROPÉENNE
Fonds social européen

Wallonie